

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(6\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 18 mai 1861](#)

# Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 18 mai 1861

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

## Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

## Informations sur le document source

Cote FG 15 (6)

Collation 2 p. (84r, 85v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

## Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 18 mai 1861, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/41835>

Copier

## Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famelistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

## Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [18 mai 1861](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Castaing, Georges \(1813-1882\)](#)

Lieu de destination Laon (Aisne)

## Description

Résumé« J'ai fondé à Guise sous le nom de familistère une cité au profit des ouvriers de mon établissement [...] ». La lettre est relative à la législation s'appliquant au débit de boissons du Familistère. Godin plaide pour que le débit de boissons aux familles consommant à domicile ou aux ouvriers prenant leurs repas au Familistère jouisse du bénéfice accordé aux chefs d'établissement sur de tels débits et juge que cela serait conforme à la volonté du gouvernement de faciliter la vie à bon marché pour la classe ouvrière. Godin demande en outre au préfet l'autorisation d'ouvrir un estaminet pour soustraire les habitants du Familistère aux entraînements du cabaret. Il évoque des difficultés qu'il pourrait y avoir lui accorder cette autorisation.

Notes

- La lettre n'est pas de la main de Godin ; elle n'est pas signée
- Georges Castaing est Préfet de l'Aisne de 1861 à 1866.
- La lettre comprend la plus ancienne mention du mot « familistère » dans la correspondance active de Jean-Baptiste André Godin.

## Mots-clés

[Aliments](#), [Familistère](#), [Habitations](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 14/09/2022

Dernière modification le 26/04/2023

Givice le 18 Mai 1861. 37/

Monsieur le Préfet du département de l'Isère  
à Paris.

Monsieur le Préfet.

J'ai fondé à Givice sous le nom de Familistère une cité au profit  
des ouvriers de mon établissement dans les bâtiments de laquelle le droit  
des loyers doit se faire dans différentes conditions.

Cette forme de répartition est nécessaire pour la  
conservation des familles, elle l'est aussi pour les ouvriers pension-  
naires pendant leurs années de maladie ou de vieillesse ou pour ceux qui  
en ont de leur propre main ou autrement.

J'ai l'honneur, M<sup>r</sup> le Préfet, que l'Administration communale  
a été autorisée à admettre ces distributions, comme pour avoir pour  
l'usage qui l'ont de la part de la commission des 22 Mars 1861, accord aux chefs  
d'établissements sur la validité des certificats et des loyers, et la validité  
des loyers en particulier avec les contributions manifestées au gouvernement  
de faciliter la vie à ces ouvriers pour la classe ouvrière.

Malheureusement, M<sup>r</sup> le Préfet, il entre dans la nécessité de la surveil-  
lance même des habitants du Familistère, qui s'installent un certain  
point de vue en vue de la construction une certaine manière de valoir par  
des habitudes d'une tenue raisonnable qui composent les valeurs de vie-  
sion sous la direction d'un employé qui se propose à cet effet.

Les autres distributions me paraissent trop restreintes dans les con-  
ditions des loyers ordinaires pour que je puisse demander aux agents  
ou leur faire, aussi monsieur le Préfet, ce n'est que l'autorisation  
d'enlever ces loyers de la main de l'ouvrier.

Disant ne donner aucun motif de suspicion sur l'usage qui  
fais des droits que l'Administration peut en accorder, il me paraît  
urgent de présenter à l'avance les difficultés qui s'élèveront dans  
leur application, elles consistent notamment dans le fait de l'absence  
du contrôle de M<sup>r</sup> les agents des contributions indirectes, parce que dans  
dans les autres cas où sont éligibles les loyers destinés aux loyers, et dans

619  
649  
aussi les besoins enant à la consommation des familles de l'Etat.

La séparation complète de ces deux mondes diffère et elle ne  
pourrait avoir lieu qu'en entraînant des frais qui dépassaient l'immense  
bien que je dois réaliser au profit de mon œuvre, il y a donc la  
une difficulté qui existe, paralyse le désir d'en venir qui n'a guère  
soudain et dont les besoins sont accrus au même régime.

Je me suis demandé que cette situation peut avoir une... forme  
qui m'a mis à l'abri de toute difficulté.

J'ai l'espoir que vous voudrez bien, Monsieur le Doyen, faire  
examiner la question à ce point de vue et en vue de la ou peut-être  
mei un sujet d'importance dans un... ou j'ai bien dit de l'avis  
par laquelle je désire vivement l'appui du gouvernement.

Je suis avec la plus parfaite considération

Monsieur le Doyen

Votre très humble serviteur